

# Conseil de Paris des 29 et 30 mars 2010

Secrétariat fédéral au lien avec l'action municipale



## Paris en 1<sup>ère</sup> ligne pour l'insertion et l'emploi

Dans la crise, l'emploi est évidemment la priorité première des parisiens. En effet, l'envolée du chômage à travers le monde a fortement touché la France (+ 16% en un an) et dans une moindre mesure Paris.

Si le pilotage macro-économique relève bien sûr de l'Etat à travers ses choix politiques budgétaires et fiscaux, le bouclier social mis en place par les collectivités locales dirigées par les socialistes montre ici son efficacité.

Ainsi, alors que Paris a longtemps connu un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale, les courbes se sont inversées depuis 2005, à la fois grâce aux investissements vigoureux de la Ville engagés depuis 2001 dans tous les domaines (logements, crèches etc.) mais aussi en faveur des PME/PMI, de l'innovation et des activités de proximité non délocalisables.

Surtout, Paris a fait le choix radical de la priorité donnée à l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, qu'ils en soient ou non très éloignés du fait de leur parcours personnel. C'est ce que confirme et amplifie le Plan départemental d'Insertion mis au débat lors de ce Conseil de Paris.

Celui-ci prévoit notamment un plan d'accompagnement individualisé et renforcé qui s'élève désormais à 59 millions d'euros, au-delà des 300 millions d'euros obligatoires versés aux allocataires du RSA. Ainsi, près d'un chômeur parisien sur cinq reprend une activité professionnelle grâce à une action d'insertion professionnelle soutenue par la Ville, soit 21.000 personnes. Quantitativement, ce PDI fixe de nouvelles frontières : une couverture exhaustive des publics allocataires qui, à l'heure actuelle, est légèrement inférieure à 90% et parvenir ainsi à l'objectif de 20 000 allocataires bénéficiant d'une mesure pour l'emploi.

Sur le plan qualitatif, la cible privilégiée des actions d'insertion, à savoir les allocataires les plus éloignés de l'emploi est juste. En outre, il est juste de redoubler d'efforts pour des publics prioritaires : les jeunes qui subissent la crise de plein fouet ; les femmes, les parisiennes qui, avec l'entrée des anciens bénéficiaires de l'Allocation Parent Isolé dans le dispositif départemental d'insertion représentent désormais plus de 40% des allocataires du RSA ; enfin les artistes qui sont de plus en plus nombreux à travailler sous un statut précaire et dont seulement la moitié des intermittents du spectacle parisiens sont indemnisés par l'assurance chômage.

Cet effort budgétaire particulier se fait en période de baisse des recettes pour la Ville du fait de la crise et de la dette de l'Etat vis-à-vis des parisiens qui s'élève, rien qu'au titre du RSA, à 134 millions d'euros. C'est la raison pour laquelle la Ville s'est lancée dans la bataille juridique, en commençant par réclamer à l'Etat en recours contentieux ce qui lui est dû au titre de la Maison Départemental du Handicap.

Enfin, ce débat a permis de dénoncer le manque de moyens criant à Pôle emploi, dans un contexte social d'extrême urgence.

Et la droite parisienne, faisant semblant d'être gênée, s'est résolue... à voter ce Plan.

A lire : les interventions de [Bertrand Delanoë \(vidéo\)](#), [Jean-Pierre Caffet](#), [Gauthier Caron-Thibault](#), [Sandrine Charnoz](#)

## Shirine Ebadi, un exemple à l'honneur



Le titre de citoyen d'honneur de la Ville de Paris est chose rare.

Depuis 2001, seules huit personnalités ont été distinguées par le Conseil de Paris pour leur combat en faveur de la liberté et de la dignité humaine.

Après Abou Jamal, condamné à mort américain, Ingrid Betancourt en 2002, Aung San Suu Kyi, le Dalai Lama, Hu Jia, dissident chinois ou encore Taslima Nasreen, médecin athée et féministe du Bangladesh, c'est Shirine Ebadi que les élus parisiens ont, sur proposition de Bertrand Delanoë, voulu cette fois honorer.

Infatigable militante des droits de l'Homme en Iran depuis plus de 40 ans, magistrate puis avocate au service de ceux dont la liberté d'expression est bafouée, elle reçut en 2003 le Prix Nobel de la Paix. Menacée à l'approche des élections présidentielles de 2009, Shirine Ebadi dont la voix est l'une des plus respectées de la société civile iranienne dut quitter son pays alors que sa sœur, le docteur Noushine Ebadi, était arrêtée par mesure d'intimidation.

En saluant son action non violente, la Ville de Paris réitère ainsi son soutien aux mouvements de mobilisation en faveur des droits de l'Homme en Iran et bien sûr à une femme au courage hors du commun.

A lire : le voeu présenté par [Pierre Schapira](#)

## La « Société du Grand Paris », cheval de Troie de la droite pour 2014

L'une des priorités de la gauche parisienne en 2001 aura été de briser le « superbe isolement » de Paris, en renouant le fil du dialogue et de l'action avec les collectivités voisines. Au mépris et à l'égoïsme entretenu depuis 25 ans devait se substituer coopération et projets partagés.

En passant des conventions avec chacun des départements limitrophes, en finançant des projets au bénéfice de tous les franciliens comme le tramway, Paris a su sortir de l'arrogance pour répondre à des problèmes dont les solutions sont à l'échelle de la métropole et non pas internes aux limites du périphérique.

Avec Paris Métropole, syndicat mixte d'étude auquel adhère désormais une centaine de collectivités de tous bords, un nouvel acteur politique était né.

C'était sans compter sur l'incapacité de N. Sarkozy à accepter autre chose que son rapport autocratique au pouvoir. Après avoir convoqué 10 équipes d'urbanistes internationaux et fait miroiter le 29 avril dernier un projet métropolitain salué par tous dit du « Grand Paris », tout cela est mis au panier au profit d'un projet sorti tout droit du chapeau du Secrétaire d'Etat Christian Blanc. Un projet de loi portant création d'une « Société du Grand Paris » était examiné en urgence (!) par le Parlement pour construire un super métro de 130 kms de long en grande couronne, dans les champs de betteraves et livré à partir de 2023, le tout pour un coût estimé à plus de 20 milliards d'euros.

Mais ce projet ne répond en rien aux problèmes quotidiens des habitants : rien pour favoriser le logement social, aucune connexion avec le réseau de transport actuel, etc. Or le « Plan de mobilisation pour les transports franciliens » (dédoulement de la ligne 13, modernisation des RER etc.) de 18 milliards d'euros pour lequel les huit départements et la Région Ile-de-France sont prêts à apporter 12 milliards d'euros est ainsi écarté d'un revers de main par l'Etat.

C'est donc le sens du vœu déposé par l'ensemble des groupes de la majorité municipale que de dénoncer cette imposture : à la concertation avec les élus locaux, au souci de répondre rapidement et concrètement aux problèmes quotidiens des franciliens, le gouvernement et les élus parisiens UMP préfèrent la recentralisation autoritaire au bénéfice de quelques uns.

De là à y voir une stratégie d'empêchement, de paralysie et d'asphyxie des collectivités franciliennes par les transports d'ici à 2014...

lire : le [vœu de la majorité municipale](#) et les interventions de [Jean-Pierre Caffet](#) et de [Jean-Yves Mano](#)



### Paris prend un nouveau rendez-vous avec la République



Grand chantier urbain de la mandature, le réaménagement de la Place de la République (3<sup>ème</sup>, 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> arrondissements) est un beau défi à relever et qui marquera à coup sûr cette mandature: « nous voulons réaliser une grande place populaire du 21<sup>ème</sup> siècle » affirme Annick Lepetit, adjointe au maire de Paris chargée des transports, des déplacements et de l'espace public. Aujourd'hui envahi par la circulation, ce haut lieu chargé d'histoire doit redevenir un espace dédié aux promeneurs, aux échanges, aux manifestations et aux circulations douces. Livrée au printemps 2013 par l'agence ATK, la place de 280m de long par 120m de large verra ainsi le nombre de ses arbres augmenter de 30% et l'espace piétonnier de 50%. Par ailleurs, sa partie nord sera fermée aux voitures alors que les grands boulevards seront enfin à double sens.

A lire : les interventions de [Pierre Aidenbaum](#), [Patrick Bloche](#), [Rémi Féraud](#) et la réponse d'[Annick Lepetit](#).



### Stade Jean Bouin : la droite n'aura pas la peau du rugby parisien

Paris travaille dur depuis 2001 pour retrouver le statut de « Ville-Monde » qu'elle avait perdu en devenant une « Ville musée ». Or une « Ville Monde » est une ville de la recherche, de l'innovation, bien sûr mais aussi une ville du bien vivre ensemble. Et au-delà des indispensables logements sociaux, de l'offre de transports propres pour tous, des places en crèches ou de l'accès à la culture pour le plus grand nombre, quoi de plus fort comme symbole du bien vivre ensemble aux yeux du monde entier que le sport, qu'il soit amateur ou professionnel ? C'est pour ça que les socialistes parisiens défendent tous les sports et en particulier les plus populaires. Et le rugby en fait bien sûr partie, comme en témoigne le public parisien, français et international qui suit si fidèlement les matchs à Paris. Remettre aux normes et agrandir le stade Jean Bouin, dans le 16<sup>ème</sup> arrdt, pour y accueillir dans des conditions normales les rencontres avec 20.000 spectateurs est une nécessité. L'investissement prévu sera par ailleurs intégralement remboursé par la redevance payée par ses futurs utilisateurs. D'où vient alors la polémique ? Pour la droite, le problème est essentiellement lié à la tranquillité des riverains du 16<sup>ème</sup>. Mais comme cet argument n'est pas très « populaire », certains préfèrent dénoncer une soi-disant collusion entre l'équipe municipale et le Stade Français, attaque visant uniquement à « salir » et qui fait désormais l'objet d'une plainte en diffamation. Quand le débat politique est tiré vers le bas, une partie de la droite parisienne n'est jamais bien loin...

A lire : les interventions de [Pascal Cherki](#) et de [Jean-Yves Mano](#)